

administration

Finances publiques : la restructuration passe mal

Dans un contexte national tendu, les agents du centre des Finances publiques de Bressuire manifestent leur mécontentement sur les vitres.

Depuis quelques semaines, des messages ont fleuri sur les vitres du centre des Finances publiques de Bressuire. Un panneau explicatif de la réforme à venir a même été installé dans le hall d'accueil à destination des usagers. Véronique Gabelle, directrice départementale des Finances publiques, évoque « un mouvement de contestation nationale dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau projet en cours de concertation sur l'avenir du maillage du territoire ». La réforme tend à davantage de dématérialisation (démarches en ligne pour les usagers et télétravail pour les agents). En même temps, elle va rouvrir un service d'accueil de proximité dans de nombreuses communes du département.

Mobilité forcée des agents ?

Pour le centre de Bressuire, cela signifie la fin du service de gestion comptable qui sera transféré à Thouars et la fin du service des impôts aux entreprises qui sera centralisé pour les Deux-Sèvres à Parthenay. En revanche, l'administration bressuiraise récupère le service de gestion des impôts des particuliers de Thouars et de Parthenay. « Le nombre d'emplois reste identique sur Bressuire », assure Véronique Gabelle.

En revanche, les syndicats (FO, CGT, CFDT et Solidaires) des agents deux-sévriens réunis en intersyndicale contre ce projet



Les messages inscrits sur les vitres du centre des Finances publiques de Bressuire ne passent pas inaperçus et traduisent le malaise des agents.

de réforme dénoncent une mobilité forcée. « Forcément, pour le service qui fermera à Thouars ou Bressuire, le personnel suivra », indique Olivier Garnier, secrétaire départemental adjoint de Force Ouvrière (FO) DGFIP 79. « S'il y a des postes vacants et si l'échange est possible, les agents de Thouars et Bressuire pourront changer de services, formation à l'appui. Je serai très attentive aux situations personnelles de chacun », promet Véronique Gabelle.

Toujours est-il que les syndicats voient d'un mauvais œil le projet global. « Cela ne correspond pas à la réalité. Il est supposé répondre à la problématique des gilets jaunes et du

monde rural en multipliant les points de contact avec les usagers. Sauf cas exceptionnel, le public ne rencontrera pas un agent des Finances publiques mais un agent d'une collectivité territoriale dans les maisons France services (N.D.L.R. : ex-Maison des services au public MSAP) », indique Olivier Garnier. « On oublie également qu'une grande partie de la population n'a pas accès à internet ou à un outil informatique et pour ceux qui en disposent, ils ne sont pas toujours à l'aise avec », ajoute l' élu syndical.

Prévue pour aboutir à l'horizon 2022, « rien ne sera décidé avant le 1^{er} septembre 2020 pour

les trésoreries locales et le 1^{er} janvier 2021 pour les services d'impôts aux particuliers et entreprises », explique Véronique Gabelle qui a entendu des maires et élus qui voient d'un mauvais œil une telle restructuration à quelques mois des élections municipales. Du côté des syndicats, on dénonce une absence de concertation d'où un récent courrier envoyé aux maires, députés et sénateurs du Département.

Une grève reconductible devrait démarrer lundi 16 septembre à Bressuire mais également un peu partout en France.

Bruno Bouchet